1 Introduction sur le passé sulfureux de Lafarge et Holcim

Pendant la seconde guerre mondiale, "Pour bâtir en un temps record cet ouvrage destiné à empêcher un débarquement, les Allemands recoururent à des entreprises hexagonales. Qui, faute de travail, ne se firent pas prier" [1] :

Deux cents grandes entreprises allemandes sous-traitant⁵ en partie à 15 000 entreprises françaises, sociétés du BTP et cimenteries⁶ principalement (1 000 à 1 500 grosses et moyennes entreprises), collaborent à la réalisation des travaux [2] :

- Société de construction des Batignolles (devenue Spie Batignolles),
- Campenon Bernard Construction,
- **Lafarge**,
- Sainrapt et Brice etc.

Les géants cimentiers Lafarge et Holcim ont fusionné en 2015 [4].

« Lafarge et/ou Holcim a, parmi les dernières affaires le concernant, [été condamné à payer 280 000 dollars par l'Australie](#), après avoir partiellement endommagé des éléments du patrimoine aborigène. Il avait été auparavant [plusieurs fois condamné aux États-Unis pour cause d'émissions de polluants largement supérieures aux limites légales](#), selon l'ONG CorpWatch. L'agence américaine pour l'environnement (EPA) avait également [condamné le groupe à 700 000 dollars d'amende](#), ainsi qu'à des investissements environnementaux d'environ 20 millions pour avoir utilisé des pneus comme combustibles, et avoir ainsi largement excédé les limites d'émissions de dioxyde de soufre autorisées » [3].

2 Collaborations avec Daech du groupe français Lafarge

Comme révélé par le journal [Le Monde](#) le 21 juin 2016, **le groupe français Lafarge, avant sa fusion avec le groupe Holcim, est suspecté d'avoir financé l'État islamique pendant plus d'un an par le biais de sa branche Lafarge Cement Syria (LCS)** et de sa cimenterie acquise en 2007 à Jalabiya, au nord-est de la [Syrie](#), à 90 kilomètres de [Raqqa](#). L'association française Sherpa dépose une plainte pénale le 15 novembre 2016 contre LafargeHolcim pour les conditions d'activité, en 2013 et 2014, de la cimenterie Lafarge de Jalabiya, en Syrie. Elle mentionne notamment "financement d'entreprise terroriste", "complicité de crimes de guerre" et "complicité pour crimes contre l'Humanité". On apprend en janvier 2017 que le [Ministre de l'économie, Michel Sapin](#), a déposé une plainte en septembre 2016 contre les activités de Lafarge en Syrie, en se basant sur la [Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique](#) (plus connue sous son nom abrégé loi Sapin II), sans pour autant rendre clairement public l'objet de la plainte.

En mars 2017, le groupe LafargeHolcim reconnaît dans un communiqué de presse que le groupe français Lafarge a employé des moyens inacceptables pour assurer l'activité de la cimenterie Lafarge implantée en Syrie.

Rétrospectivement, les mesures prises pour poursuivre les activités de l'usine étaient inacceptables. Les responsables des opérations en Syrie semblent avoir agi d'une façon dont ils pensaient qu'elle était dans le meilleur intérêt de l'entreprise et de ses employés. Néanmoins, l'enquête révèle des erreurs de jugement significatives en contradiction avec le code de conduite alors en vigueur.

— LafargeHolcim,

Suite à une enquête interne, Eric Olsen, Directeur Général du groupe LafargeHolcim, DRH puis directeur général adjoint du groupe français Lafarge à l'époque des faits, présente sa démission le 24 avril 2017, officiellement pour apaiser les tensions à propos du sujet syrien : « *Ma décision est guidée par la conviction qu'elle contribuera à apaiser les fortes tensions qui sont récemment apparues autour de la question de la Syrie. Bien que je n'ai été en aucune manière impliqué, ni même informé d'actes répréhensibles, je pense que mon départ contribuera à ramener de la sérénité à une société qui a été exposée depuis des mois sur ce sujet.* ».

Le 20 septembre 2017, *Le Monde* annonce que l'enquête judiciaire en cours est accablante pour la société Lafarge. Le 14 novembre 2017 une perquisition a lieu au siège parisien du groupe. L'enquête judiciaire aboutit le 1^{er} décembre 2017 à la mise en examen de trois cadres de Lafarge pour « *financement d'une entreprise terroriste* », « **violation du règlement européen** » concernant l'**embargo sur le pétrole syrien** et « *mise en danger de la vie d'autrui* ». Dans le cadre de l'enquête sur la cimenterie de Jalabiya, le 7 décembre 2017 Eric Olsen, DRH puis directeur général adjoint du groupe français Lafarge à l'époque des faits et ex-directeur général de LafargeHolcim, est mis en examen des chefs de financement d'une entreprise terroriste et mise en danger de la vie d'autrui et placé sous contrôle judiciaire (avec un cautionnement). Le lendemain, le 8 décembre, l'ancien PDG de Lafarge Bruno Lafont et son ex-directeur général adjoint opérations Christian Herrault sont mis en examen pour financement d'une entreprise terroriste et mise en danger de la vie d'autrui. Tous deux ont été placés sous contrôle judiciaire avec caution [4].

3 Aspects légaux et environnementaux (entreprise Lafarge-Holcim)

- En avril 2003, l'Office allemand anti-cartel **condamne six cimentiers pour entente**, dans certains cas depuis les années 1970, sur des quotas de production et leur zones d'activité en Allemagne. Lafarge Zement est condamné à une amende de 86 millions d'euros.
- En mars 2007, le conseil de la concurrence français **condamne les cimentiers Lafarge et Vicat, à 25 millions d'euros pour entente illicite en Corse**, dont 17 millions pour Lafarge.
- Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance de l'Union européenne confirme l'amende de 249,6 millions d'euros contre Lafarge. Entre 1992 et 1998, **Lafarge et le britannique BPB PLC, l'allemand Knauf et le belge Gyproc, se sont entendus sur les prix des plaques de plâtre** dans le but de couvrir 80 % du marché européen. L'entente portait sur un montant de 1,2 milliard d'euros.
- En novembre 2011 aux États-Unis, Lafarge doit verser 740.000 dollars pour clore des poursuites engagées par le Département de la Justice des États-Unis **pour avoir pollué des cours d'eau dans plusieurs États**.
- Le 8 mars 2012, **La commission de la concurrence sud-africaine condamne Lafarge à une amende de 15 millions d'euros pour participation à un cartel du ciment en Afrique du Sud**. Lafarge a reconnu les faits.
- En mars 2013, l'agence slovene pour l'Environnement (ARSO) a refusé d'accorder un permis environnement à une cimenterie Lafarge, située à Trbovlje à 60 kilomètres au nord-est de Ljubljana, en raison d'« **une pollution environnementale trop importante** ». Lafarge dispose de 36 mois pour réduire le niveau de pollution de son usine et obtenir ainsi l'autorisation de l'exploiter. L'ARSO avait déjà retiré en 2011 le permis d'exploitation à Lafarge pour les mêmes raisons. Mais Lafarge avait fait appel de la décision, et avait pu poursuivre sa production jusqu'à ce qu'une nouvelle évaluation soit faite [5].
- Le 1er septembre 2020, Europe 1 diffuse une vidéo montrant un camion toupie de Lafarge **déverser dans la Seine depuis le quartier de Bercy à Paris, un mélange liquide contenant des déchets tel que des particules de ciment, de liquides de traitement et des tiges de fibre plastique**, provoquant une vague d'indignation. La Mairie de Paris annonçant qu'elle allait porter plainte contre l'entreprise [4].

L'entreprise Lafarge ne traite pas ses déchets, alors que c'est pourtant une obligation légale. "Non seulement elle ne le fait pas, mais elle se permet de le rejeter dans la Seine volontairement...", selon Jacques Lemoine, agent de développement de la Fédération interdépartementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique [6].

Alertée, l'office français de la biodiversité a porté plainte. Le parquet de Paris a annoncé qu'une enquête était déjà ouverte depuis que l'Office français de la biodiversité (OFB) a constaté le 27 août une "suspicion de pollution de la Seine par une entreprise de travaux publics".

Contacté, Lafarge déplore "**un incident tout à fait exceptionnel et indépendant de sa volonté**". Le groupe affirme avoir été "**victime d'une détérioration manifestement délibérée d'une plaque d'étanchéité qui a entraîné un écoulement temporaire d'eau recyclée dans la Seine.**" Un acte de vandalisme pour lequel le cimentier va porter plainte. Un argumentaire qui peine à convaincre les deux agents de la brigade fédérale de Paris. **Selon eux, le premier signalement effectué par des pêcheurs remonte à plusieurs années [6].**

Aspects légaux et environnementaux sous le nom de Hocim

- En [1993](#) l'[EPA](#) (Agence américaine pour la tutelle environnementale) fait payer à Holcim de *Holnam Holly Hill* (en [Caroline du Sud](#)) **une amende de 838 850 dollars pour ne pas avoir respecté les limites sur les émissions atmosphériques en Caroline du Sud** (l'autorisation était dépassée de 50 %). Cette même année, au [Texas](#), l'organisme pour la protection de l'atmosphère impose une amende de 135 000 dollars à Holcim de *Midlothian* pour avoir surpassé de 50 % ces limites ;
- En [1994](#), l'usine Holcim de Clarksville ([Missouri](#)), après avoir brûlé dans ses fours des **déchets dangereux** (depuis [1986](#)), doit payer 100 874 dollars d'amende pour avoir omis d'analyser certains des déchets introduits dans les fours. De son côté, l'établissement de [Florence \(Colorado\)](#) a pour la troisième fois été recalé aux tests d'émissions polluantes ;
- En 1997 au Texas, Holcim annonce une nouvelle technologie qui se traduira par un air plus propre et se voit accorder un permis de doubler la production, **mais sans tenir ses promesses** ; selon les autorités locales de régulation environnemental et sanitaires, l'usine n'a pas installé l'équipement promis dans la demande de permis, a fait des changements qui ont aggravé la pollution de l'air, **puis a menti dans ses déclarations d'émissions durant neuf ans** ;
- En [1999](#), les inspecteurs fonctionnaires de l'État de [Iowa](#) (États-Unis) détectent qu'Holcim a omis de signaler avoir dépassé ses autorisations de rejet dans l'air. Le « **Michigan Department of Environmental Quality** » donne à l'**Holcim de Dundee** une amende de 576 500 dollars) pour émissions de 750 % supérieures aux limites consenties ;
- En 2000, S Schmidheiny & B Stigson publient un pladoyer pour l'éco-efficience qui peut selon eux « *créer plus de valeurs avec moins d'impacts* » **mais cette même année Holcim doit payer une importante amende parce que plusieurs installations (dont un broyeur à charbon) de l'usine de LaPorte (Colorado) polluait deux fois plus que les autorisations d'émissions accordés à cet établissement** ;
- En 2002 selon un rapport de la TNRCC (Texas Natural Resource Conservation Commission) **Holcim a violé les règlements l'obligeant à déclarer ses émissions, méprise certains des normes les plus élémentaires régissant les émissions de pollution de l'air. Cette même année l'entreprise est accusée de greenwashing par les ONG environnementales quand elle vient plaider pour l'autorégulation volontaire des entreprises par elles-mêmes** (idée alors aussi soutenue par l'[administration Bush](#)) au [Sommet de la Terre de Johannesburg](#) après que le Suisse [Stephan Schmidheiny](#) a au [Sommet de la Terre de 1992](#) à Rio combattu les projets de réglementer les entreprises au profit de l'environnement, dont en fondant le Conseil des entreprises pour le développement durable, une coalition de 160 sociétés internationales comme AOL Time Warner, AT & T, Bayer, BP, Coca Cola et Dow Chemical ;
- En 2003, **l'entreprise doit payer une amende de 14,6 millions d'euros pour sa participation à un cartel accusé de maintenir artificiellement les prix du ciment à un haut niveau** ;
- En 2005, l'[EPA](#) (Environmental Protection Agency) classe Holcim comme un « **contrevenant hautement prioritaire** » (« *high priority violator/significant non-complier* ») après que la cimenterie Ada d'Oklahoma ait été condamnée à une amende de 321 000 \$ pour avoir violé ses limites de pollution plus de 1 000 fois en une seule année ;
- En 2006 en Inde l'entreprise est poursuivie et mise à l'amende pour avoir omis de se conformer aux réglementations d'acquisition lors de son achat de la compagnie « **Associated Cement Company** » ;
- En 2008, la justice colombienne fixe une amende de 424 000 \$ à Holcim pour entente sur les prix ;
- En 2010 c'est une amende de 280 000 \$ que l'entreprise doit payer en Australie pour dynamitage effectué dans une zone du patrimoine national comprenant des témoignages d'art rupestre indigène datant de jusqu'à il y a dix mille ans.
- En 2011, Holcim offre un prix de 2 millions de dollars aux lauréats d'un concours (Holcim Awards) qu'il a organisé sur le thème de la construction durable [12].

4 Activité de lobbying

LafargeHolcim est inscrit depuis 2015 au registre de transparence des [représentants d'intérêts](#) auprès de la [Commission européenne](#). Il déclare en 2016 pour cette activité 2 collaborateurs à temps plein et des dépenses d'un montant compris entre 100 000 et 200 000 euros.

Lafarge est inscrit comme [représentant d'intérêts](#) auprès de [l'Assemblée nationale](#). L'entreprise déclare avoir exercé des activités de lobbying pour un montant de 350 000 euros en 2017 auprès de l'État français.

Selon le [Center for Responsive Politics](#), les dépenses de lobbying de LafargeHolcim aux États-Unis s'élèvent à 1 370 000 dollars en 2015 [4].

Des liens ont été établis entre son influence dans les décisions concernant le [marché des crédits carbone européens](#) et **les profits de 485 millions d'euros réalisés par Lafarge entre 2008 et 2014 grâce à la vente de crédits-carbone accordés trop généreusement par l'Union européenne.**

Contrairement à la Suisse où l'état et les citoyens ont une action ou acceptent la promotion du bois dans le bâtiment, peu de français connaissent ou remettent en cause le ciment comme émetteur majeur de dioxyde de carbone [5].

5 Lafarge construit le mur de Trump ?

5.1 Problèmes moraux

Donald Trump veut édifier un mur entre le Mexique et les États-Unis sur 3.200 kilomètres. Objectif : empêcher l'immigration illégale sur le territoire américain. L'appel d'offres vient d'être publié. Le mur devra faire au moins 6 mètres de haut, et être enterré de plus de 2 mètres, afin d'interdire le creusement de tunnel. Il devra avoir des "caractéristiques esthétiques" côté américain. C'est un contrat potentiel de plusieurs milliards de dollars, qui attire les sociétés du BTP, et en particulier les cimentiers comme Lafarge-Holcim. [3] [7].

L'entreprise a indiqué son intention de concourir pour remporter l'appel d'offres. Le groupe est loin d'être le seul : 700 entreprises ont manifesté leur intérêt, parmi lesquelles de nombreuses entreprises mexicaines, **jusqu'à Cemex, un concurrent mexicain de Lafarge, qui avait également indiqué son intention de candidater avant de se rétracter sous les pressions.**

Le cimentier irlandais CHR a lui rendu publique sa décision de ne pas fournir ses matériaux pour construire le mur de Donald Trump.

Dimanche 19 mars 2017, le gouvernement mexicain a appelé les soumissionnaires à faire leur "examen de conscience". Car, a dit le ministre des Affaires étrangères, il ne s'agit pas d'économie mais d'un "**acte profondément inamical entre deux nations**". Il y a dix jours, c'était Jean-Marc Ayrault, notre ministre des Affaires étrangères, et François Hollande, qui avaient marqué leurs réserves les plus franches devant ce contrat [7].

Le 11 janvier 2017, le président mexicain [Enrique Peña Nieto](#) dément les propos de Donald Trump selon lesquels le Mexique paierait pour finir la construction du mur. Il a quant à lui confirmé que le Mexique ne contribuera pas financièrement à ce projet mais qu'il reste ouvert à des négociations autour des problématiques commerciales et sécuritaires sur le sujet général de l'immigration.

Son efficacité est enfin remise en cause, **certains migrants parvenant à l'escalader facilement, d'autres à en scier des parois. C'est surtout au niveau de la faune que le mur produit le plus d'effets**, de nombreuses espèces animales étant forcées de passer par des villes ou des autoroutes, forcément dangereuses, pour se déplacer au fil des saisons.

5.2 Coût prévisionnel du mur (le gros gâteau)

Le président américain a estimé le coût de construction de son infrastructure anti-clandestins à 8 milliards de dollars mais les experts américains évoquent plutôt le **chiffre de 25 milliards** [8].

Alors que le président avait successivement promis que son mur coûterait 4 puis 10 puis 12 milliards de dollars, **le coût des travaux s'élève finalement à 15 milliards**, 5 ayant été financés par le Congrès et 10 par le Pentagone [9].

Donald Trump quant à lui réaffirme une fois président que le Mexique paiera pour la construction du nouveau mur. Il n'exclut pas un paiement indirect ou un « montage » qui « sera peut-être compliqué », en finançant par exemple la construction par une taxe de 20 % sur les produits mexicains importés [9]. Contrairement à la promesse initiale de Donald Trump, le Mexique n'a jamais financé un centime pour la construction du mur.

Au 8 septembre 2020, le mur atteint une longueur totale de 317 miles soit 510,2 kilomètres sur les 1600 kms promis [10].

6 Les murs dans le monde

Une **barrière de séparation** est une structure physique — [mur](#), [barrière](#) ou [clôture](#) — édifée pour empêcher le mouvement de populations à travers une ligne de démarcation, une [frontière](#) ou bien pour séparer des [groupes humains](#). La construction de ces barrières est généralement motivée pour limiter l'[immigration](#) ou l'[émigration](#) illégale, empêcher la [contrebande](#) et les [trafics](#), ainsi que pour réduire l'activité de groupes [terroristes](#), d'opposition ou [criminels](#) [11]:

1. [Rideau de fer](#).
2. [Murs de la paix](#) (*Peace Walls*) entre [Irlande du Nord](#) entre les quartiers catholiques et protestants de [Belfast](#).
3. [Chypre](#) : Suite à l'invasion militaire turque en 1974, l'île est séparée par la « [Ligne verte](#) » ou « Ligne Attila ».
4. [Frontière entre la Hongrie et la Serbie](#), [étendue vers la frontière](#) avec la [Croatie](#) ainsi que vers [la frontière avec la Roumanie](#).
5. [Frontière entre la Bulgarie et la Turquie](#) : Un mur de barbelés anti-migrants², érigé aux frais du gouvernement bulgare.
6. [Mur de Calais](#) en [France](#) : officiellement appelé par le gouvernement Britannique « mur de protection anti-migrants ».
7. En Europe centrale, particulièrement en [République tchèque](#), en [Roumanie](#) et en [Slovaquie](#), des murs séparent les populations nationales des [Tsiganes](#).
8. Frontière entre la [Norvège](#) et la [Russie](#), pour empêcher l'immigration en Norvège.
9. [Barrière de séparation israélienne](#), avec la Cisjordanie, dans le but d'empêcher des infiltrations de terroristes palestiniens en [Israël](#). Certains reprochent à cette barrière, longue d'environ 681 km, d'empiéter sur des terres agricoles palestiniennes et y voient une tentative d'annexion de territoires.
10. [Irak-Koweït](#).
11. [Arabie saoudite-Irak](#).
12. [EAU-Oman](#), pour dissuader l'immigration clandestine.
13. [Arabie saoudite-Yémen](#).
14. [Turquie-Syrie](#), empiétant sur le Kurdistan syrien (de 20 km).
15. [Corée du Sud-Corée du Nord](#), zone tampon avec DMZ entre les deux pays, depuis 1953.
16. [Inde-Pakistan](#).
17. [Inde-Bangladesh](#), pour enrayer l'immigration illégale, limiter les trafics de drogues et d'armes, ainsi que couper certains mouvements indépendantistes actifs du Nord-Est de l'Inde ([Tripura](#), etc.) de leurs camps d'entraînement au Bangladesh.
18. [Pakistan-Afghanistan](#), d'empêcher les islamistes armés d'entrer en Afghanistan depuis le Pakistan.
19. [Mur de la frontière](#) entre la [Tunisie](#) et la [Libye](#) (anti infiltrations terroristes)

20. Espagne-Maroc : les villes autonomes espagnoles de Ceuta et de Melilla, enclavées sur la côte méditerranéenne du Maroc, sont séparées du territoire marocain par des doubles clôtures de 6 m de hauteur, pour arrêter l'immigration clandestine (barrières de Ceuta et de Melilla).
21. Mur des Sables de 2700 km traversant le Sahara occidental, construit par le Maroc, pour limiter les infiltrations du Front Polisario (financé par l'Algérie).
22. Botswana-Zimbabwe, pour empêcher toute migration du travail en provenance du Zimbabwe.
23. Etc.

Les motivations de ces barrières de séparation :

« Pacification civile », Ghetto, Anti-migration, Barrière économique interne (comme entre la Chine et Hong-Kong), Antiterrorisme, Anti-traffic de drogue, territoire disputé (comme au Cachemire indien), Zone de conflit, Urbanisme (cacher les quartiers misérables aux touristes) etc. [11].

7 Questions éthiques

Pensez-vous que le groupe Lafarge-Holcim est plutôt connu comme un groupe éthique ? Dites pourquoi.

Justifiez votre point de vue.

Pensez-vous que les murs ou barrières de séparations sont plutôt utiles (une bonne chose) ou non ? Quel est votre avis.

Merci pour vos réponses et votre participation.

8 Citations

« L'intérêt réunit souvent les hommes, comme l'intérêt sépare les hommes aussi ».

« Les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts », Isaac Newton.

"Les hommes élèvent trop souvent des murs et ne construisent pas assez de ponts", Saint-Exupéry.

« La vie mettra des pierres sur ta route. A toi de décider d'en faire des murs ou des ponts », Coluche.

« Tous les murs érigés pour séparer les hommes, pour des raisons raciales ou économiques, méritent d'être immédiatement détruit », Souleymane Boel, scénariste.

« Ces murs que l'on construit pour se protéger peuvent nous empêcher de souffrir, mais ils peuvent aussi nous empêcher d'aimer ».

24. Bibliographie

[1] *Seconde guerre mondiale : Le Mur de l'Atlantique, construit pour l'ennemi par des Français*, Vincent Borel, 01/09/2011, <https://www.geo.fr/voyage/seconde-guerre-mondiale-le-mur-de-l-atlantique-construit-pour-l-ennemi-par-des-francais-127066>

[2] *Mur de l'Atlantique*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Mur_de_l%27Atlantique

[3] *Après les contrats douteux en Syrie, le cimentier LafargeHolcim prêt à construire le mur de Trump*, 09/03/2017, <https://www.france24.com/fr/20170309-industrie-ciment-passe-douteux-lafarge-holcim-syrie-occupation-mur-atlantique-ei>

[4] *LafargeHolcim*, <https://fr.wikipedia.org/wiki/LafargeHolcim>

[5] *Lafarge (entreprise)*, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Lafarge_\(entreprise\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Lafarge_(entreprise))

[6] *EXCLUSIF - En plein Paris, Lafarge déverse du béton dans la Seine*, Justin Morin, Léa Leostic, 01 septembre 2020, <https://www.europe1.fr/societe/exclusif-en-plein-paris-lafarge-deverse-du-beton-dans-la-seine-3988865>

[7] *Le mur anti-migrants de Trump : les dossiers noirs de Lafarge. ÉDITO - La construction du fameux mur entre le Mexique et les États-Unis est lancée. Elle suscite de violentes protestations et place le cimentier franco-suisse dans la tourmente*,

Francois Lenglet, Loïc Farge, 20/03/2017, <https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/le-mur-anti-migrants-de-trump-les-dossiers-noirs-de-lafarge-7787738190>

[8] *A votre avis, Lafarge a-t-il raison de participer à la construction du mur de Trump ?* 09/03/2017, <https://www.capital.fr/economie-politique/a-votre-avis-lafarge-a-t-il-raison-de-participer-a-la-construction-du-mur-de-trump-1212676>

[9] *Barrière entre les États-Unis et le Mexique*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Barri%C3%A8re_entre_les_%C3%89tats-Unis_et_le_Mexique

[10] *Mur de Trump*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Mur_de_Trump

[11] *Barrière de séparation*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Barri%C3%A8re_de_s%C3%A9paration

[12] *Holcim*, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Holcim>